

# LA LUTTE CONTINUE

Le 29 Avril 1969

*"L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (K. Marx)"*

**DE GAULLE EST PARTI :**

**ABATTONS SON RÉGIME !**

**TRAVAILLEURS :**

**REPRENONS L'OFFENSIVE**

**UN AN APRÈS 68, SIX MOIS APRÈS LA CRISE MONÉTAIRE, LA BOURGEOISIE S'EST POSÉE ELLE-MÊME LE PROBLÈME DE LA SUCCESSION DE DE GAULLE :**

Pour sortir des difficultés dans lesquelles elle se trouvait, pour mettre fin à la période d'instabilité qui s'était prolongée, pour régler les problèmes coloniaux et la guerre d'Algérie, pour accentuer l'adaptation du capitalisme français dans une période d'expansion et de concurrence internationale, pour mater toute opposition ouvrière, la bourgeoisie avait fait appel en 1958 à un "homme fort", à un "rassembleur", à un "guide" de type bonapartiste. De Gaulle a ainsi fait les affaires du grand capital pendant dix années. Mais après mai 68, le réveil de la classe ouvrière a posé des problèmes aigus pour la sécurité des dites affaires. La naissance et le développement des idées révolutionnaires dans la jeunesse étudiante et ouvrière, la combativité de plus en plus grande de la classe ouvrière ont peu à peu fait perdre au "Bonaparte - De Gaulle" sa fonction aux yeux mêmes de la bourgeoisie. Celle-ci, en effet, en échange des services rendus (c'est-à-dire, le maintien de l'ordre) tolérait certains écarts du "vieux guide" certains aspects de sa politique qui représentaient une partie conservatrice du capital. L'évolution de la situation politique mondiale, la remontée des luttes révolutionnaires, exigeaient de resserrer les rangs du capitalisme international sans la coupole de l'impérialisme américain. Ainsi peu à peu des secteurs entiers de la bourgeoisie française se sont détachés de De Gaulle et ont envisagé et préparé la succession. Depuis le début de l'année 1969, il était évident que le régime s'avancait vers une crise politique qui avait ses origines dans le mouvement révolutionnaire de mai 68. Il était clair que les échéances étaient fixées pour De Gaulle.

**L'ÉPISODE DU REFERENDUM OU COMMENT LA MASCARADE ELECTORALE EST UTILISÉE POUR UN SIMPLE RENVERSEMENT DE PALAIS :**

L'épisode du referendum a seulement précipité les choses. Dans l'histoire, bien peu de plébiscites se sont retournés contre leurs auteurs ; le mode de consultation est tel que les voix des travailleurs sont noyées et mystifiées sans qu'en général la question posée puisse se voir repoussée. Il a fallu que dans les derniers jours la bourgeoisie s'empresse de s'assurer d'une éventuelle succession pour prendre le risque. Plutôt que d'être amenée à "lâcher" De Gaulle, comme c'était devenu inévitable, sous la pression populaire, elle a préféré le lâcher "légalement" dans son cadre et sur son terrain favori : les élections. Diverses solutions étaient assurées : Pompidou depuis ses premières déclarations était investi par une partie du grand capital, Edgar Faure se mettait un moment sur la liste, des candidats type "troisième force" de Lecanuet à Giscard s'efforçaient de passer les alliances nécessaires. Toujours sur le même plan électoral, la "gauche" traditionnelle était manifestement incapable de faire le poids : l'occasion est donc apparue propice au dernier moment. Ainsi l'illusion est offerte aux travailleurs d'une intervention démocratique, d'un pouvoir politique de décision par le biais d'un bulletin de vote. Mais en réalité **dans la situation actuelle le pouvoir bourgeois et sa domination de classe ne sont pas remis en cause.** La bourgeoisie tente d'imposer l'ordre, le calme, la "légalité républicaine" et elle compte pour l'aider à contenir toute lutte éventuelle de la classe ouvrière sur la C.G.T. et le P.C.F., bien certaine que ceux-ci comme **toutes les organisations de "gauche" vont se jeter et tout faire pour se maintenir dans le cadre de la bataille électorale.** Ainsi d'une pierre deux coups, la perspective est d'effectuer un simple renversement de palais, sans risque, tout en renforçant les illusions électorales et en faisant cesser toute grève et toute manifestation.

**D'UN TERRAIN A UN AUTRE : DES URNES A LA GRÈVE ET A LA MANIFESTATION, DU RENVERSEMENT DE PALAIS A LA LUTTE DE CLASSES.**

Seulement certaines données peuvent échapper dans la situation actuelle au pouvoir de la bourgeoisie. La combativité des travailleurs pour la défense des acquis de mai et la satisfaction de leurs revendications actuelle n'est pas atteinte. Les travailleurs ont appris en mai 68 que **seule la lutte était payante.** Et ils savent que pour faire céder le patronat c'est une lutte dure, longue, impitoyable qu'il faut mener. Et ils savent qu'ils n'ont pas le choix : ne pas lutter, mais laisser s'instaurer aujourd'hui un nouveau De Gaulle au travers de Pompidou ou de Poher c'est courir à une défaite et à une répression éventuelle. D'ores et déjà les organisations de gauche qui n'ont pourtant rien à proposer s'efforcent de mettre au point des combines électorales de couloir et de remettre en selle un quelconque Mitterand. Pour cela elles réclament "l'ordre" et la "discipline populaire". **Nous devons refuser aujourd'hui d'enterrer nos revendications dans les urnes et la "légalité constitutionnelle".** Le combat doit se mener dans les entreprises — la bourgeoisie est acculée, à nous de l'achever. De Gaulle est parti mais tout reste en place : à nous donc d'ébranler le château de cartes ; les combines et le processus électoral ne nous permettront pas de poser la question du socialisme, la question du pouvoir des travailleurs. Le socialisme ne se gagnera que dans l'usine et dans la rue. Ne laissons pas la bourgeoisie régler ses problèmes dans les coulisses, **profitons de la situation actuelle pour engager la lutte pour nos revendications et pour le pouvoir.**

## **REPRENDRE L'OFFENSIVE! IMPOSER LE DÉPART DU RÉGIME GAULLISTE! IMPOSER NOS REVENDICATIONS! ABATTRE LA CONSTITUTION "REPUBLICAINE" MISE EN PLACE PAR DE GAULLE EN 1958.**

Nous devons mettre toutes nos organisations syndicales au pied du mur : elles doivent non pas étouffer les luttes et passer des compromis électoraux mais bel et bien organiser, prendre la responsabilité d'engager le combat pour nos revendications. Dans la situation actuelle cela est possible.

- Exigeons que toutes les mesures de répression prises par De Gaulle depuis mai 68 soient abolies :
    - Suppression des sanctions et réintégration des militants licenciés pour des motifs syndicaux ou politiques.
    - rétablissement des libertés politiques, libération des emprisonnés politiques (Bordeaux) liberté d'expression pour toutes les organisations de gauche à l'O.R.T.F.
  - Imposons que nos revendications fondamentales soient prises en compte dès maintenant :
    - **Réajustement immédiat des salaires : échelle mobile !**
    - Droit au travail pour tous au niveau de qualification acquis.
    - Refus de l'augmentation des cadences — **Réduction du temps de travail.**
  - Dans les entreprises, à la base, réalisons l'unité d'action entre les militants syndiqués ou non syndiqués pour engager la lutte sur ces objectifs clairs, précis. **Convoquons dans chaque entreprise des assemblées du personnel** sur le temps de travail pour en discuter et décider des formes de notre action.
- C'est lorsque nous saurons répondre à ces objectifs qu'il nous sera possible de prétendre à un changement de régime social et politique et non en attendant passivement le résultat des prochaines "présidentielles" ou d'éventuelles "législatives". Le Pouvoir se trouve dans la lutte des travailleurs et non dans les urnes de la bourgeoisie.**
- **Refusons le cadre tracé par la Constitution de 1958** : toutes les organisations "de gauche" et les organisations syndicales ont dénoncé cette constitution comme une constitution profondément réactionnaire, antidémocratique. Qu'attendent-elles aujourd'hui pour la contester ? Comment peuvent-elles accepter sa logique et se lancer tête baissée vers les présidentielles ?

### **A BAS LA CONSTITUTION DE DE GAULLE DE 1958 !**

— Dénonçons le maintien en place de l'actuel gouvernement et de l'actuelle assemblée. Tous deux sont des inconditionnels du gaullisme, ils étaient pour le "oui" au référendum ; qu'ils soient inconditionnels jusqu'au bout et qu'ils partent.

### **A LA PORTE L'ASSEMBLÉE GAULLISTE !**

— Pour sortir du cadre actuel et assurer la transition vers un autre régime servant les intérêts des travailleurs, contraignons nos organisations syndicales à reprendre aujourd'hui ce mot d'ordre qu'elles avaient jadis avancé :

### **POUR UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE !**

— Nous devons abattre le cadre "légal" du régime actuel pour établir une autre légalité, celle-ci, sur le pouvoir des travailleurs et seule capable de conduire vers une constitution démocratique socialiste.

**CAMARADES ! — LA QUESTION N'EST PAS DE MAINTENIR L'ORDRE ET DE SE LANCER TÊTE BAISSÉE DANS LES CADRES LÉGAUX DU RÉGIME BOURGEOIS ACTUEL.**

— **DE GAULLE EST PARTI : — ABATTONS SON GOUVERNEMENT,  
— ABATTONS SON ASSEMBLÉE,  
— ABATTONS SA CONSTITUTION,**

— **ENGAGONS LA LUTTE — FAISONS DU 1<sup>er</sup> MAI 1969, UN PREMIER MAI DE LA CLASSE OUVRIÈRE, UN PREMIER MAI RÉVOLUTIONNAIRE, INTERNATIONALISTE !**

**C'EST DANS LA RUE QUE NOUS NOUS RETROUVERONS**

**C'EST DANS LA RUE QUE NOUS NOUS COMPTERONS**

**C'EST DANS LA RUE QUE NOUS MENACERONS LA BOURGEOISIE**

### **PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS**

*Le 1<sup>er</sup> MAI 1969, la classe ouvrière française est au*

*premier rang de la lutte pour le socialisme*

# **VIVE LES MANIFESTATIONS OUVRIÈRES DU 1<sup>er</sup> MAI 1969**

**LIGUE COMMUNISTE "ROUGE"  
Section Française de la IV<sup>e</sup> Internationale**